



Comité Social d'Administration Local de la DiSI Île-de-France du 23 juin 2025

COMPTE-RENDU

Siégeaient pour la CGT Finances publiques : ESI Paris : Eric CHABROULET ; ESI Noisiel : Hervé PERESINI ; ESI Nemours : Christophe PONSOT.

Le CSAL était présidé par Sylvain FORTHOMME, Ingénieur général des Mines et Directeur de la DiSI Île-de-France.

Notre déclaration liminaire ([à lire ici](#)) a conduit le Directeur à convenir de l'aspect « artificiel » de la théorie du ruissellement, mais il a souligné que l'exil fiscal existait « bel et bien ». À la DGFIP, l'outil SignalFip « remplit bien son office », mais selon le Directeur « certaines choses ne devraient pas figurer dans les signalements », des sujets « ne sont pas étayés » ou « n'en relèvent pas ».

La CGT Finances publiques tient à rappeler aux collègues que SignalFip est parfois le seul moyen dont dispose un agent confronté à des difficultés relationnelles ou en situation de souffrance au travail pour se signaler, et que son utilisation, à condition qu'elle soit dépourvue de tout abus, a toute sa légitimité.

Gestion de site et de pilotage de la maintenance multi technique à l'ESI de Noisiel

La gestion du site était une mission exercée par le Secrétariat général du Ministère avant qu'elle ne soit récupérée par la DiSI, et donc par l'ESI de Noisiel, à compter du 01/01/2024. Le périmètre d'intervention de l'équipe chargée de la gestion du site, qui compte 2 cadres A et 2 cadres B, comprend les services généraux (contrôle d'accès, nettoyage des locaux, espaces verts), la sécurité incendie, les équipements de gestion technique centralisée (lesquels entrent dans le programme de rénovation du datacentre), et les infrastructures multi-techniques (dont le marché de maintenance a été attribué à la société ENGIE fin février 2025).

L'objectif de départ, qui prévoyait une gestion englobant aussi le datacentre « SPS » de Bussy Saint-Georges, a finalement été jugé trop ambitieux et mis de côté.

La CGT Finances publiques a néanmoins fait remarquer à la Direction que le listage des personnels ayant circulé jusqu'à la date du 10 juin dans les zones contaminées est indispensable, ne serait-ce que par impératif sanitaire et pour l'obtention éventuelle des attestations d'exposition. La responsable de site semble avoir anticipé notre demande en confirmant l'existence de cette liste, qui inclurait également le personnel d'entretien.

Cependant, lors de travaux de réfection, des points de livraisons électriques ayant eu lieu peu après la fermeture de la salle, il apparaît que les EPI, pourtant à disposition, n'ont pas été utilisés par les intervenants en zone contaminée. Le Directeur s'est simplement déclaré « confiant », dans la mesure où les endroits critiques ont été balisés et qu'il n'y avait pas trace d'amiante dans les relevés atmosphériques... Cette dernière remarque nous a rappelé une petite musique déjà entendue à l'ESI de Nemours.

Découverte de poussières amiantées

À partir de la fin du mois de mai, un empoussièrlement anormal a été constaté sur certains racks dans une des salles d'exploitation du premier sous-sol. Par suite d'échanges infructueux avec la société chargée de la rénovation du datacentre, des prélèvements par lingette ont été effectués à la demande de la Direction locale aux fins d'analyse. Le 10 juin, les résultats ont révélé la présence de fibres d'amiante en salle 4.04 et dans le couloir sud du 2^e sous-sol.

La Direction locale a immédiatement fait condamner l'accès aux zones contaminées, tandis que des prélèvements par lingette ont été menés dans les autres salles. Analysés, ces échantillons-ci se sont heureusement révélés négatifs, comme les mesures d'air atmosphériques censées repérer les fibres suspendues dans l'air. Néanmoins, une extrême prudence est de mise. Des équipements de protection individuels (EPI) sont à disposition en cas de besoin. Un plan de prévention déjà existant pour le SPS sera repris et adapté à la situation.

Incident de climatisation

Le 13 juin dernier, un tuyau du circuit de climatisation du rez-de-chaussée s'est rompu et l'eau s'est déversée sur les serveurs et racks des salles d'exploitation 4.00 et 4.01 situés en dessous. Très inondée, la salle 4.00 a bénéficié d'une intervention réactive d'équipes supervisées par ENGIE, qui sont parvenues à une aspiration rapide de l'eau. Un système de déshumidification a ensuite été mis en place afin d'assainir l'atmosphère empreinte d'une très forte odeur d'humidité.

La remise en route de la climatisation au bénéfice des personnels n'est pas à l'ordre du jour. Afin de faire face aux fortes chaleurs, des ventilateurs ont été distribués, la prise de jours télétravaillés a été facilitée et une nouvelle plage horaire plus matinale a été mise en place et laissée au libre choix des agents.

Déménagement de la CID de Créteil

En raison du passage à la TOIP, la CID (accompagnée du SIL) de Créteil s'est déplacée du 5^e étage vers le 6^e du bâtiment de la DDFIP 94 où elle est hébergée, en attendant de s'installer définitivement au rez-de-chaussée.

Face à un possible problème de température élevée côté sud au 6^e étage, la Direction n'envisage pas la pose de stores dans l'immédiat, mais une climatisation est déjà en place et rend l'environnement supportable.

Formation professionnelle – Bilan 2024

Les formations en ligne MENTOR ont « prêté main forte » depuis le 1^{er} septembre 2024 aux programmes et stages déjà proposés sur l'application SEMAFOR. 17 agents formateurs

de la DiSI ont dispensé 948 heures de formation au total pour 2024, tandis que 61 % des agents de la DiSI ont bénéficié d'une formation sur la même période.

Attractivité à la DiSI

La Direction n'a pas hésité à présenter l'attractivité en tant qu'« axe fort » de la politique initiée par le Cadre d'objectifs et de moyens (COM) de la DGFIP. On peut d'ores et déjà souligner les tendances suivantes :

- Il y a eu une montée en puissance des fiches de poste en 2023, puis elles sont restées à un niveau notable en 2024 (43 fiches en 2024, dont 33 ont été pourvues, soit 77 % des fiches proposées). Pour rappel, elles sont ouvertes à l'issue du mouvement général de mutations sur les postes restés vacants (à noter que les mouvements de mutations des IDIV, IP et AFIPA ont été supprimés en 2025). 122 agents contractuels sont à ce jour en poste à la DiSI.

- Au chapitre de l'apprentissage, l'accueil dont bénéficient les étudiants en alternance est important à la DiSI, et celui réservé aux élèves de Seconde ne l'est pas moins. Une journée d'accueil est d'ailleurs organisée aux apprentis et à leurs maîtres d'apprentissage. Pour mémoire, les coûts de formation des apprentis accueillis à la DiSI a représenté près de 300 000 € en 2024.

Pas dupe, la CGT Finances publiques ne se contente guère de ce succès de façade : les métiers de l'informatique proposés par la DiSI souffrant d'une forte concurrence en Île-de-France, le principal problème est toujours la faiblesse de la rémunération proposée... Le Directeur a reconnu qu'il est « facile de gagner plus en signant dans le secteur privé ».

Tableau de bord de veille sociale (TBVS) – gestion 2024

Le contexte professionnel particulier de notre DiSI est le suivant :

D'une part, des travaux d'ampleur menés ou projetés dans les 3 ESI domaniaux ; à l'ESI de Noisiel : sécurisation des locaux, rénovation des datacentres, reprise du marché de maintenance multi-technique ; à l'ESI de Nemours : réparations de pannes (groupe de froid, réseau d'eau...), réfection de la signalétique du parking ; enfin à Versailles, avec en perspective le regroupement des agents du site de Montcalm vers le site principal rue des Chantiers ou le déménagement de l'ensemble des personnels de ces 2 sites dans les locaux de la DDFIP 78 au 16, avenue de St Cloud.

D'autre part, des actions écoresponsables visant à réduire l'impact environnemental, toujours sur les 3 sites domaniaux de la DiSI : dons de matériels aux associations ; tri sélectif ; sobriété énergétique ; réduction de l'empreinte carbone.

L'examen du TBVS révèle une augmentation significative du nombre de jours déposés en compte épargne temps : + 15,27 % par rapport à 2023. Cela pourrait s'expliquer par une surcharge de travail dans les services en sous-effectif, le plafond relevé à 80 jours à l'occasion des JO de Paris et la possibilité de racheter des jours dans le but d'améliorer le pouvoir d'achat.

La CGT Finances publiques pointe aussi un nombre d'écarts horaires en forte augmentation dans les services de Direction : + 16,67 % en 2024. Ce temps de travail excédentaire n'est pas rémunéré. Il est rappelé qu'il est de la responsabilité des cadres supérieurs de dépister et traiter les situations relevant du risque psychosocial d'épuisement professionnel.

Points divers

Sur Montreuil et Noisiel, la plupart des bureaux ne ferment pas à clé, ce qui contrevient aux directives en cas d'alerte terroriste, d'émeute ou autre type de trouble grave.

La Direction s'est contentée d'affirmer que les préconisations en cas d'assaut d'un site « consistent surtout à se cacher »...

Il semble par ailleurs que la plupart des clés sont introuvables !

Sur Nemours, il n'y a toujours pas de date arrêtée pour le choix de l'entreprise chargée de bâtir le nouvel atelier EIFI.

Pour le déménagement au Quai des Tanneurs, l'étude de SPIB2C en liaison avec un prestataire devrait être disponible en octobre. La CGT Finances publiques a consacré une page entière sur ce sujet du Quai des Tanneurs dans son compte-rendu du CSAL du 29 avril 2025, [à lire ici](#).